

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Protection sociale, droits sociaux (France) > Droit du travail (France) > **Loi Travail - Un appel : Ce gouvernement ne doit pas continuer**

Loi Travail - Un appel : Ce gouvernement ne doit pas continuer

mardi 31 mai 2016, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 31 mai 2016).

Ce gouvernement ne doit pas continuer à faire monter les tensions dans le pays.

Il est minoritaire sur son projet de loi. Et tout le monde a saisi qu'il devrait, pour le faire passer en cachette, donner l'impression de l'« amender » dans la confusion, début juillet.

Une très large majorité de la population a parfaitement compris la loi El Khomri : pour de sombres calculs des institutions européennes en faveur des grands groupes financiers, il faudrait encore réduire les droits des salarié.e.s. Avec des droits passés à cette moulinette, il n'y aurait plus au final qu'un Code du travail entreprise par entreprise, des syndicats contournés, des individus moins payés, isolés, sommés de se soumettre ou renvoyés au chômage.

Le gouvernement n'a pas de majorité à gauche pour imposer cette régression sociale majeure, qui écrit l'histoire à l'envers. Et il doit se confronter à une intersyndicale et à des mobilisations qui, depuis trois mois, redonnent de l'espoir à des millions de salarié.e.s, de précaires, de jeunes, de sans-droits... Les Nuits debout en montrent les potentialités.

Jouer des tensions et des violences policières, vouloir user les grévistes, tenter des coups de force au Parlement, où cela va-t-il aboutir ? Nous sommes inquiet.e.s, comme beaucoup en ce moment. Faudra-t-il à ce gouvernement un mort comme lors de la loi Devaquet en 1986 ? Il vaudrait mieux, au plus vite, qu'il cesse de côtoyer les risques de tragédie...

Ou bien lui faudra-t-il une « nuit du 10 mai », comme en 1968 ?

Les analyses et les propositions pour améliorer le Code du travail ne manquent pas, ni du côté des juristes, ni du côté des syndicalistes. Le gouvernement aurait déjà dû savoir les écouter et discuter.

Alors que son projet est partout rejeté, quel besoin de bomber le torse plus longtemps ? Pour en arriver où ?

Il serait plus sage de « passer la main » : que le premier ministre abandonne cette loi, qu'il démissionne si besoin, et qu'il laisse reprendre autrement une discussion sur ce qui constitue une vraie question. Car oui, il faut discuter de réformes qui consolident les droits et réorganisent les relations sociales dans les entreprises. Mais en faveur des salarié.e.s et des jeunes ! Et pas des actionnaires.

Les 162 premiers signataires :

Catherine Achin (politiste), Armand Ajzenberger (historien), Bruno Ambroise (philosophe), Jean-Loup Amselle (anthropologue), Etienne Balibar (philosophe), Pierre Bardelli (économiste), Stéphanie Barral (sociologue), Michel Barthélémy (sociologue), Laure Bereni (sociologue), Christophe Bonneuil (historien), Nicolas Bué (politiste), Fatima-Ezzahra Ben-Omar (féministe), Eric Berr (économiste), Thibaut Besozzi (sociologue), Céline Bessière (sociologue), Jacques Bidet (philosophe), Jean Bigot

(réalisateur), Michel Bilis (directeur d'hôpital honoraire), Hervé Bismuth (maître de conférence en littérature), Benoit Borrits (journaliste), Paul Bouffartigue (sociologue), Ali Boulayoune (sociologue), Claire-Akiko Brisset (japonologue), Claude Calame (anthropologue), Marie Cartier (sociologue), Manuel Cervera-Marzal (sociologue), Aurore Chéry (historienne), Pierre Clément (sociologue), Jacques Cossard (économiste), Annick Coupé (syndicaliste), Pierre Cours-Salies (sociologue), Thomas Coutrot (économiste), Robert Crémieux (MNCP), Alexis Cukier (philosophe), Fanny Darbus (sociologue), Sonia Dayan-Herzbrun (sociologue), Laurence De Cock (historienne), Marielle Debos (politiste), Christine Delphy (sociologue), Keith Dixon (angliciste), Paul Dirx (sociologue), Josépha Diringier (juriste), Ali Douai (économiste), Vincent Dubois (sociologue), Anne Dufresne (sociologue), Cédric Durand (économiste), Michel Entrud (haut fonctionnaire), Fabien Eloire (sociologue), Anne Eydoux (économiste), Jean Fabbri (mathématicien), Eric Fassin (sociologue), Bastien François (politiste), Anne Fretel (économiste), Nathalie Frigul (sociologue), Bernard Friot (sociologue), Maryse Gadreau (économiste), Jean Gadrey (économiste), Isabelle Garo (philosophe), Christophe Gaubert (sociologue), Bertrand Geay (sociologue), Didier Gélot (économiste), Julie Gervais (politiste), Dominique Glaymann (sociologue), Jérôme Gleizes (économiste), Caroline Guibet-Lafaye (philosophe), Fabrice Guilhaud (sociologue), Camille Gourdeau (anthropologue), Ozgur Gun (économiste), Nicolas Haeringer (altermondialiste), Abdellali Hajat (politiste), Hugo Harari-Kermadec (économiste), Jean-Marie Harribey (économiste), Michel Husson (économiste), Sabina Issehnane (économiste), Gisèle Jean (sociologue), Fanny Jedlicki (sociologue), Esther Jeffers (économiste), Anne Jollet (historienne), Samy Joshua (professeur de sciences de l'éducation), Pierre Khalfa (co-président de la Fondation Copernic), Danièle Kergoat (sociologue), Razmig Keucheyan (sociologue), Michel Koebel (sociologue), Bernard Lacroix (politiste), Rose-Marie Lagrave (sociologue), Christian Laval (sociologue), Catherine Leclercq (sociologue), Rémi Lefebvre (politiste), Brigitte Le Grignou (politiste), Philippe Légé (économiste), Wenceslas Lizé (sociologue), Michael Löwy (sociologue), Corinne Luxembourg (géographe), Gilles Manceron (historien), Marc Mangenot (économiste), Philippe Marlière (politiste), Jonathan Marie (économiste), Jean-Pierre Martin (psychiatre), Igor Martinache (sociologue), Christiane Marty (féministe), Gus Massiah (Aitec), Valentine Mercier (historienne), Daniel Mermet (journaliste), Julian Mischi (sociologue), Christian de Montlibert (sociologue), Robi Morder (juriste), Henri Moulinier (historien), Marc Neveu (professeur d'informatique), Erik Neveu (politiste), Olivier Neveux (professeur d'études théâtrales), Frédéric Neyrat (sociologue), Dominique Noguères (avocate), Alexandra Oeser (sociologue), Julien O'Miel (politiste), Ugo Palheta (sociologue), Gael Pasquier (sociologue), Sylvain Pattieu (historien), Cécile Péchu (politiste), Etienne Penissat (sociologue), Willy Pelletier (coordinateur général de la Fondation Copernic), Roland Pfefferkorn (sociologue), Clément Petitjean (sociologue), Françoise Pinlet (haut fonctionnaire), Louis Pinto (sociologue), Dominique Plihon (économiste), Marie-Pierre Pouly (sociologue), Romain Pudal (sociologue), Nicolas Renahy (sociologue), Emmanuel Renault (philosophe), Jean-Noel Retière (sociologue), Emmanuelle Reungoat (politiste), Joseph Romano (sociologue), Daniel Rome (altermondialiste), Olivier Roueff (sociologue), Grégory Salle (sociologue), Catherine Samary (économiste), Manuel Schotté (sociologue), Jean-Paul Scot (historien), Julie Sedel (sociologue), Nicolas Sembel (sociologue), Patrick Silberstein (éditeur), Johanna Siméant (politiste), Francis Sitel (Contretemps), Patrick Simon (démographe), Pierre Sinac (haut fonctionnaire), Jérémy Sinigaglia (politiste), Robert Spizzichino (urbaniste), Hélène Stevens (sociologue), Henri Sterdyniak (économiste), Morgan Sweeney (juriste), Jean-Pierre Terrail (sociologue), Annie Thébaud-Mony (sociologue), Christian Topalov (sociologue), Jean-Michel Toulouse (cadre de la fonction publique hospitalière), Axel Trani (haut fonctionnaire), Yannick Trainac (haut fonctionnaire), Marcel Trillat (réalisateur), Aurélie Trouvé (économiste), Christophe Voilliot (politiste), Louis Weber (éditeur), Tassadit Yacine (anthropologue), Pierre Zarka (Omos).

